

CONDITIONS GÉNÉRALES DES SERVICES D'INVESTISSEMENT

VALABLE À PARTIR DU 03.01.2018



BNP PARIBAS

FORTIS

La banque
d'un monde
qui change

Contenu

Objet	3
Services	3
Catégorisation des clients	4
Information sur les clients, évaluation de l'adéquation et du caractère approprié	5
Information et risques relatifs aux Instruments Financiers	6
Conseil en Investissement	6
Ordres de clients	6
Service de nominee	8
Conservation d'Instruments Financiers	8
Frais et Avantages	12
Rapports et relevés	13
Intermédiaires et Agents liés	13
Conflits d'intérêts	13
Communication	13
Enregistrements	14
Contacts et plaintes	14
Modifications aux Conditions Générales des Services d'Investissement	15
Droit applicable et tribunaux compétents	15
ANNEXE: GLOSSAIRE	16

1. OBJET

Les présentes conditions générales des services d'investissement (les « **Conditions Générales des Services d'Investissement** ») constituent le cadre contractuel entre la Banque et ses clients pour la fourniture des Services repris à l'Article 2 ci-dessous portant sur des Instruments Financiers et, le cas échéant, pour la vente et/ou le conseil relatif à des Dépôts Structurés.

Les Conditions Générales des Services d'Investissement s'appliquent en complément des Conditions Bancaires qui régissent la relation globale entre la Banque et ses clients. En cas de différence entre les Conditions Bancaires et les Conditions Générales des Services d'Investissement, ces dernières prévaudront. La Banque n'est liée par aucune condition générale ni par aucun autre document contractuel qui lui aurait été communiqué par ou pour le compte d'un client, sauf s'il en a été autrement convenu par écrit.

Dans certains cas, la Banque et un client peuvent conclure des conventions particulières pour la fourniture de certains Services. En cas de différence entre les Conditions Générales des Services d'Investissement et de telles conventions particulières, ces dernières prévaudront.

En demandant et/ou en acceptant la fourniture de Services par la Banque, les clients sont réputés avoir accepté les Conditions Générales des Services d'Investissement.

Les mots qui commencent par une lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans le Glossaire repris en annexe de ce document.

2. SERVICES

2.1 Services d'Investissement et Services Auxiliaires

Les services et activités suivants sont fournis par la Banque à ses clients lorsque la Banque et le client en conviennent :

(i) Services et activités d'investissement :

- réception et transmission d'ordres portant sur un ou plusieurs Instruments Financiers ;
- exécution d'ordres au nom de clients ;
- négociation pour compte propre ;
- Conseil en Investissement ponctuel (également appelé « Conseil en Investissement ad hoc ») ou Conseil en Investissement Continu ;
- Gestion de Portefeuille ;

- prise ferme d'Instruments Financiers et/ou placement d'Instruments Financiers avec engagement ferme ;
- placement d'Instruments Financiers sans engagement ferme.

Les services et activités susmentionnés sont, collectivement, dénommés les « **Services d'Investissement** ».

(ii) Services Auxiliaires :

- conservation et administration d'Instruments Financiers pour le compte de clients, y compris la garde et les services connexes comme la gestion de trésorerie/de garantie ;
- octroi d'un crédit ou d'un prêt à un client investisseur pour lui permettre d'effectuer une transaction sur un ou plusieurs Instruments Financiers, dans laquelle la Banque intervient ;
- conseil aux entreprises en matière de structure de capital, de stratégie industrielle et de questions connexes ainsi que des conseils et services en matière de fusion et de rachat d'entreprises ;
- services de change lorsque ces services sont liés à la fourniture de Services d'Investissement ;
- recherche en investissements et analyse financière ou toute autre forme de recommandation générale concernant les transactions sur Instruments Financiers ;
- services liés à la prise ferme ;
- Services d'Investissement ainsi que Services Auxiliaires portant sur des matières premières ou d'autres éléments, tels que variables climatiques, des tarifs de fret, des taux d'inflation, lorsqu'ils sont utilisés en tant que sous-jacents à certains dérivés et lorsqu'ils sont liés à la fourniture d'autres Services.

Les services susmentionnés sont collectivement dénommés « **Services Auxiliaires** » et, conjointement avec les Services d'Investissement, les « **Services** ».

(iii) Services groupés

Dans certaines circonstances, la Banque peut offrir certains Services conjointement à d'autres services ou produits dans le cadre d'un service groupé ou en tant que condition de la fourniture d'autres services ou produits. Sauf indication contraire de la Banque au moment où un service groupé est fourni, il ne sera pas possible pour le client d'acheter séparément les différents éléments qui constituent un service groupé.

2.2 Limitations à la fourniture des Services

La Banque peut se voir interdire par la loi et, en tout état de cause, se réserve le droit de ne pas offrir les Services aux clients (i) dont les coordonnées ou l'une des composantes de ces coordonnées (p.ex. lieu de résidence, nationalité, numéro d'IEJ) n'est/ne sont pas communiquée(s) à temps à la Banque ou (ii) pour qui ces Services sont soumis à des contraintes, obligations et/ou interdictions additionnelles, en application de toute condition fixée par l'émetteur de l'Instrument Financier concerné ou de toute disposition légale applicable à la Banque ou au client.

Moyennant un préavis d'un mois, la Banque se réserve également le droit de mettre un terme, sans aucune indemnité, à toute convention relative à la fourniture de Services conclue avec un client (i) dont les coordonnées ou l'une des composantes de ces coordonnées (p.ex. lieu de résidence, nationalité, numéro LEI) n'est/ne sont pas communiquée(s) à temps à la Banque ou (ii) pour qui ces Services sont soumis à des contraintes, obligations et/ou interdictions additionnelles, en application de toute condition fixée par l'émetteur de l'Instrument Financier concerné ou de toute disposition légale locale ou étrangère applicable à la Banque ou au client.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la Banque pourra cependant exercer, avec effet immédiat et sans indemnité, le droit de résiliation contractuelle qui y est stipulé, et ce, chaque fois que l'application d'un préavis risquerait de mettre la Banque en situation d'infraction, au regard de toute disposition légale locale ou étrangère applicable à la Banque et/ou au client.

2.3 Dépôts Structurés

Ces Conditions Générales des Services d'Investissement sont également applicables lorsque la Banque commercialise et/ou conseille des Dépôts Structurés, à l'exception des Articles 2.1, 7.3, 9 et 10. Toute référence aux Instruments Financiers doit, le cas échéant, être interprétée comme une référence aux Dépôts Structurés et toute référence aux "Services" dans ces Conditions Générales des Services d'Investissement couvre également, le cas échéant, la vente et la fourniture de conseils relatifs aux Dépôts Structurés.

3. CATÉGORISATION DES CLIENTS

3.1 Généralités

Chaque client est catégorisé par la Banque en tant que « client de détail » ou « client professionnel ». De plus, certains clients professionnels peuvent être catégorisés en tant que « contreparties éligibles ». La Banque établit cette catégorisation sur la base de critères objectifs, et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Chaque client sera informé par la Banque de sa catégorisation.

Un client peut avoir une catégorisation différente pour des Services ou transactions déterminés ou pour certains types de transactions ou de produits.

Des règles et des niveaux de protection différents s'appliquent aux clients en fonction de leur catégorisation.

3.2 Dispositions qui ne sont pas applicables aux contreparties éligibles

Les dispositions suivantes des Conditions Générales des Services d'Investissement ne s'appliquent pas aux clients catégorisés en tant que contreparties éligibles: Article 2.1 (iii), Article 4.2, Article 4.3, Article 5, Article 6 et Article 7.3.

3.3 Clients professionnels

La disposition suivante des Conditions Générales des Services d'Investissement ne s'applique pas aux clients catégorisés en tant que clients professionnels: Article 4.3 et, pour l'application de l'Article 4.2 (Adéquation), les clients professionnels visés en Partie I de l'Annexe 2 de MiFID II sont présumés posséder les connaissances et l'expérience requises en matière d'investissement, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement par écrit.

3.4 Passage à une catégorie inférieure (opt-down)

Un client qui a été classé dans la catégorie des clients professionnels peut, à tout moment, demander à la Banque d'être traité comme client de détail (et de la sorte bénéficiaire du niveau de protection plus élevé des clients de détail). De la même manière, une contrepartie éligible peut, à tout moment, demander à la Banque d'être traitée comme client professionnel ou client de détail. La Banque n'est toutefois pas obligée d'accepter une demande de passage à une catégorie inférieure (opt-down). Une telle demande n'aura d'effet que si elle est acceptée par la Banque.

3.5 Passage à une catégorie supérieure (opt-up) pour les clients de détail et les clients professionnels

Les clients qui ont été classés par la Banque dans la catégorie des clients de détail ou des clients professionnels et qui remplissent les conditions de passage à la catégorie supérieure peuvent, par écrit, demander à la Banque d'être traités, respectivement, en tant que client professionnel ou en tant que contrepartie éligible (et dès lors perdre certaines protections et certains droits), soit d'une manière générale soit par rapport à un Service d'Investissement particulier ou une transaction particulière ou par rapport à un type de transaction ou de produit. La Banque n'est toutefois pas obligée d'accepter une demande de passage à une catégorie supérieure (opt-up). Une telle demande n'aura d'effet que si elle est acceptée par la Banque.

3.6 Changements ayant un impact sur la catégorisation en tant que client professionnel ou contrepartie éligible

Tous les clients professionnels et les contreparties éligibles ont l'obligation de tenir la Banque informée de tout changement qui pourrait avoir un impact sur leur catégorisation en tant que client professionnel ou contrepartie éligible.

4. INFORMATION SUR LES CLIENTS, ÉVALUATION DE L'ADÉQUATION ET DU CARACTÈRE APPROPRIÉ

4.1 Information sur les clients

Il est de la responsabilité de chaque client de s'assurer que toute information fournie à la Banque est exacte et à jour et d'informer, immédiatement, la Banque des changements pertinents relatifs à l'information préalablement fournie à la Banque.

La Banque peut légitimement se baser sur les informations qui lui sont fournies. Des informations incorrectes, incomplètes, imprécises ou pas à jour pourraient amener la Banque à fournir un Service ou un produit qui n'est pas adéquat/approprié pour le client et peut, dès lors, avoir des conséquences négatives pour le client. La Banque n'en sera aucunement tenue responsable.

La Banque se réserve le droit, à la lumière de l'information dont elle dispose (en ce compris en cas d'information incomplète ou d'information contradictoire ou lorsqu'aucune information n'est disponible), de ne pas fournir ou de limiter la fourniture de Services.

Le client reconnaît que tout changement portant sur l'information fournie à la Banque ou toute omission de fournir des informations pertinentes est susceptible d'affecter le résultat des évaluations de l'adéquation/du caractère approprié effectuées par la Banque.

Le client reconnaît que, dans certaines circonstances, telles que déterminées par la Banque (par exemple, lorsque le client est une personne morale ou un groupe de deux ou plusieurs personnes physiques), la Banque doit obtenir des informations non seulement sur le client, mais aussi sur d'autres personnes (par exemple, les personnes physiques qui représentent le client) afin de pouvoir procéder à l'évaluation de l'adéquation ou du caractère approprié du Service ou du produit concerné. Le client doit veiller à ce que la Banque dispose de toutes les informations nécessaires sur les autres personnes concernées, dans la mesure où ces informations sont nécessaires pour que la Banque puisse procéder à son évaluation de l'adéquation ou du caractère approprié du Service ou du produit.

4.2 Adéquation

Lorsqu'elle fournit à ses clients des Conseils en Investissement ou des services de Gestion de Portefeuille, la Banque évalue si l'Instrument Financier concerné est adéquat pour le client, sur la base des informations fournies par le client à la Banque ou que la Banque peut recueillir autrement, et qui ont trait aux connaissances et à l'expérience du client en matière d'investissement en rapport avec cet Instrument Financier, sa situation financière (y compris sa capacité à subir des pertes) et ses objectifs d'investissement (y compris sa tolérance au risque). L'évaluation de l'adéquation d'une transaction pour un client est l'un des moyens utilisés par la Banque pour s'assurer qu'elle agit dans le meilleur intérêt du client.

En cas d'indivision et/ou de cotitularité, les règles suivantes seront d'application :

- l'évaluation de l'adéquation, au regard de la situation financière, sera opérée au niveau de l'indivisaire et/ou du cotitulaire dont la situation financière est la plus fragile;
- l'évaluation de l'adéquation, au regard de la connaissance et de l'expérience, prendra uniquement en compte la connaissance et l'expérience communes à tous les indivisaires et/ou cotitulaires.

Néanmoins, les indivisaires et/ou les cotitulaires pourront déroger aux règles énoncées à l'alinéa précédent à condition qu'ils en conviennent aux termes d'un accord écrit agréé par la Banque. Le cas échéant, cet accord devra expressément identifier l'indivisaire et/ou le cotitulaire dans le chef duquel

devra être opérée l'évaluation de la situation financière, de la connaissance et de l'expérience.

Lorsqu'elle fournit du Conseil en Investissement, la Banque transmettra, au client, avant que la transaction ne soit effectuée, une déclaration d'adéquation. Cette déclaration pourra être fournie après la transaction si l'usage d'un moyen de communication à distance ne permet pas la transmission préalable de ladite déclaration et si le client ne demande pas que la transaction soit retardée en vue de recevoir au préalable la déclaration d'adéquation.

4.3 Caractère approprié

Lorsque la loi l'exige, la Banque évaluera, avant d'offrir des Services d'Investissement autres que du Conseil en Investissement ou des services de Gestion de Portefeuille, si l'Instrument Financier envisagé est approprié au client, sur la base, le cas échéant, des informations fournies par le client à la Banque ou que la Banque peut recueillir autrement, et qui ont trait à ses connaissances et à son expérience en matière d'investissement en rapport avec cet Instrument Financier.

5. INFORMATION ET RISQUES RELATIFS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Les Services offerts par la Banque couvrent une large gamme d'Instruments Financiers. Chaque type d'Instrument Financier a ses propres caractéristiques et est soumis à ses propres risques. Certains Instruments Financiers peuvent ne pas être adéquats ni appropriés pour le client du fait de sa catégorisation et/ou de ses connaissances et de son expérience, de sa situation financière (y compris sa capacité à subir des pertes) et/ou de ses objectifs d'investissement (y compris sa tolérance au risque).

Une description générale de la nature et des risques associés aux Instruments Financiers sur lesquels portent les Services est disponible dans la documentation relative aux Instruments Financiers fournie par la Banque.

Le client reconnaît l'importance de lire l'ensemble de la documentation relative à l'Instrument Financier concerné, telle que fournie par la Banque via ses canaux de communication, avant de lui transmettre tout ordre portant sur cet Instrument Financier, de manière à comprendre les caractéristiques et les risques qui lui sont associés.

6. CONSEIL EN INVESTISSEMENT

La Banque peut, à la demande du client, fournir du Conseil en Investissement relatif à certains types d'Instruments Financiers, en ce compris des Instruments Financiers émis par la Banque ou par d'autres entités du Groupe BNP Paribas. La Banque ne donne du Conseil en Investissement que sur les Instruments Financiers qui font partie de l'éventail des Instruments Financiers qu'elle a sélectionnés et analysés à cette fin.

Le Conseil en Investissement peut prendre la forme de Conseils en Investissement Ponctuel ou de Conseil en Investissement Continu.

À moins qu'il n'en ait été convenu autrement et par écrit, la Banque fournit au client du Conseil en Investissement Ponctuel.

Hormis le cas où les Parties en conviennent autrement et par écrit, la Banque (i) ne fournira pas de Conseil en Investissement sur une Base Indépendante (ce qui implique que la gamme d'Instruments Financiers qui sont évalués par la Banque lors de la fourniture de Conseils en Investissement peut être limitée à des Instruments Financiers émis ou fournis par la Banque ou par d'autres entités ayant des liens (juridiques ou économiques) étroits avec la Banque ou le Groupe BNP Paribas) et (ii) ne procédera pas à une évaluation périodique de l'adéquation des Instruments Financiers recommandés au client.

Il est toujours de la responsabilité du client de décider de suivre ou non les Conseils en Investissement fournis par la Banque.

7. ORDRES DE CLIENTS

7.1 Services d'exécution

Sauf s'il en a été convenu autrement et par écrit, lorsque la Banque reçoit un ordre d'un client (et l'accepte) pour l'acquisition ou la vente d'Instruments Financiers, la Banque peut, à sa discrétion, (i) exécuter elle-même l'ordre du client, (ii) transmettre l'ordre à une institution financière tierce pour son exécution ou (iii) agir en qualité de contrepartie à la transaction (c'est-à-dire négocier pour compte propre) (ces trois méthodes d'exécution des ordres sont désignées conjointement comme « **Services d'Exécution des Ordres** »).

La Banque fournira aux clients des rapports sur les ordres exécutés conformément aux exigences légales en vigueur.

7.2 Règles d'exécution

- (i)** La Banque se réserve le droit de refuser les ordres du client, notamment (mais pas uniquement) en cas :
 - (a)** d'ordres avec des limites non réalistes ;
 - (b)** d'ordres d'acquisition ou de vente d'Instruments Financiers pour lesquels la Banque ne fournit pas ni les Services d'Exécution des Ordres ni le service de conservation et d'administration ;
 - (c)** d'ordres d'acquisition ou de vente d'Instruments Financiers soumis à des exigences légales auxquelles le client ne satisfait pas ;
 - (d)** d'ordres de vente d'Instruments Financiers non régularisés ou dont le caractère régulier doit encore être déterminé ;
 - (e)** d'ordres susceptibles d'être perçus comme illégaux ou ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale des clients.
- (ii)** Les ordres sont exécutés conformément aux lois, règles et usages en vigueur à l'endroit où ils sont exécutés, sauf indication contraire dans les paragraphes qui suivent (et pour autant qu'il soit possible de déroger à ces lois, règles et usages).
- (iii)** Une demande d'annulation ou de modification d'un ordre par le client ne peut être acceptée que si cet ordre n'a pas encore été exécuté.
- (iv)** Toute confirmation ou modification d'un ordre par un client doit être expresse et non-ambiguë. À défaut, la Banque pourra considérer cette instruction comme un nouvel ordre qui vient s'ajouter à l'ordre initial.
- (v)** La durée de validité d'un ordre doit être indiquée par le client lors de la passation de l'ordre.
- (vi)** Les ordres introduits sont annulés automatiquement dès que les Instruments Financiers sur lesquels ils portent font l'objet d'opérations sur titres (corporate actions) (par exemple, le paiement d'un coupon, le paiement d'un dividende, l'octroi d'un bonus ou d'un droit de souscription, la modification de la valeur nominale), pour autant que la Banque dispose des informations nécessaires à cet effet.
- (vii)** La Banque se réserve le droit :
 - (a)** de ne pas exécuter (i) un ordre de vente d'Instruments Financiers en l'absence d'une mise en dépôt préalable de ceux-ci sur le compte-titres du client ou (ii) un ordre d'achat en l'absence d'une provision suffisante inscrite au crédit du compte à vue du client ;
 - (b)** de n'exécuter un ordre d'achat lié à un ordre de vente que si ce dernier est exécuté ;
 - (c)** de procéder au rachat d'Instruments Financiers vendus, mais non livrés ou irréguliers, ou à la revente d'Instruments Financiers achetés et restés impayés, sans notification préalable, et aux frais du client, si le client n'a pas remis les Instruments Financiers ou les fonds à la Banque le lendemain du jour de l'exécution de l'ordre, ou si les Instruments Financiers livrés sont irréguliers ;
 - (d)** de procéder à la liquidation de la position du client sans que ce dernier ait la possibilité de proroger la transaction s'il

n'a pas fourni, complété ou reconstitué, en temps voulu, la couverture d'une transaction à terme ;

- (e)** de débiter le compte à vue du client ou prélever des Instruments Financiers de son compte-titres afin de constituer toute couverture (requis par des dispositions légales, réglementaires ou contractuelles). Par ailleurs, la Banque peut débiter les comptes du client de tout montant dont il est redevable à la Banque du fait de transactions sur Instruments Financiers, en ce compris les produits dérivés et/ou contrats y afférents, dans la mesure où ceux-ci rendent le client débiteur de la Banque de toute somme quelconque.
- (viii)** Sauf instruction contraire du client, les Instruments Financiers acquis pour le compte d'un client sont déposés sur le compte-titres du client auprès de la Banque. Néanmoins, si, pour quelque raison que ce soit, un ordre d'achat est exécuté par la Banque malgré l'insuffisance des fonds disponibles sur le compte à vue du client, la Banque ne déposera pas les Instruments Financiers acquis sur le compte-titres concerné du client et conservera la pleine propriété de ces Instruments Financiers jusqu'au paiement intégral des montants dus par le client.
- (ix)** Tout crédit de fonds provenant d'une transaction versé par la Banque sur le compte à vue d'un client, avant que la Banque n'ait perçu les montants correspondants de la part de la contrepartie, est effectué sous réserve de bonne fin. Si la Banque ne reçoit pas le montant correspondant en temps utile, elle peut débiter le compte à vue du client du montant ainsi crédité, majoré de tous les frais et différences de taux de change éventuels. Si le compte à vue du client est crédité en devise étrangère, ce compte sera débité dans la même devise.
- (x)** Conformément aux dispositions légales en vigueur, les autorités compétentes peuvent, dans le cadre de leur mission de supervision, exiger à tout moment, de la Banque, la production d'informations portant notamment sur l'identité de ses clients, les bénéficiaires effectifs ou représentants qui ont soumis un ordre ou participé à une transaction portant sur des Instruments Financiers. Le client reconnaît que l'intervention de la Banque dans une telle transaction implique son autorisation de dévoiler aux autorités compétentes, notamment, son identité ainsi que celle de ses bénéficiaires effectifs et/ou représentants. Le client reconnaît également que la Banque peut contractuellement être tenue de fournir ces informations, ainsi que des informations relatives aux opérations du client, au/aux marché(s) réglementé(s) concerné(s) et/ou à l'/aux institution(s) en charge de l'enregistrement, la compensation ou le règlement des transactions sur Instruments Financiers, ainsi qu'à l'entité émettrice de l'Instrument Financier concerné et à des dépositaires tiers.

7.3 Politique d'exécution

Sauf dans le cas où la Banque accepte une instruction spécifique du client, elle prendra un certain nombre de mesures, lors de la fourniture de Services d'Exécution des Ordres aux clients, afin d'obtenir le meilleur résultat possible pour ses clients, prenant en considération divers critères tels que le prix, les coûts, la rapidité, la probabilité de l'exécution

et du règlement, la taille et la nature de l'ordre ainsi que toute autre considération pertinente relative à l'exécution de l'ordre.

Le client reconnaît avoir reçu, lu et compris la politique d'exécution d'ordres de clients de la Banque qui comprend, notamment, des informations sur les lieux d'exécution sur lesquelles les ordres de clients peuvent être exécutés par la Banque.

Sauf s'il en a été autrement convenu par écrit, les ordres de clients seront exécutés par la Banque conformément à sa politique d'exécution.

En soumettant un ordre à la Banque, le client confirme son accord sur la politique d'exécution d'ordres de clients de la Banque et consent de manière explicite à ce que ses ordres puissent être exécutés, conformément à la politique d'exécution d'ordres de clients de la Banque, en dehors d'un marché réglementé, d'un système multilatéral de négociation (MTF) ou d'un système organisé de négociation (OTF).

8. SERVICE DE NOMINEE

La Banque peut accepter d'agir en qualité de « *nominee* » pour un client (c'est-à-dire qu'elle agit en son nom propre, mais pour le compte de son client) lorsque ce client souhaite acquérir certains types d'Instruments Financiers.

Lorsque la Banque agit en qualité de *nominee*, elle accepte d'apparaître dans le registre de la société émettrice. Les Instruments Financiers souscrits sont donc repris dans ce registre au nom de la Banque et pas au nom de ses clients.

La position du client dans les Instruments Financiers sera alors reflétée sur le compte-titres individuel du client auprès de la Banque.

En vertu du droit belge et dans la mesure où il s'applique, les clients disposent d'un droit de revendication à l'égard de l'émetteur des Instruments Financiers, qui les mettent à l'abri du risque d'insolvabilité de la Banque agissant en qualité de *nominee*.

Sous réserve de la loi applicable et des termes et conditions de l'Instrument Financier concerné, les clients peuvent demander à être inscrits directement dans le registre de la société émettrice. Dans ce cas, les services rendus par la Banque en sa qualité *nominee* prennent fin.

9. CONSERVATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

9.1 Généralités

La Banque peut agir en qualité de dépositaire des Instruments Financiers de clients dans les limites et conditions prévues dans le présent Article 9.

Les clients qui déposent des Instruments Financiers sur un compte-titres doivent disposer d'un compte à vue approuvé par la Banque.

La Banque s'assure qu'une distinction claire soit faite entre ses propres actifs et les Instruments Financiers détenus pour un client.

La Banque communiquera trimestriellement, à chaque client pour lequel elle détient des Instruments Financiers et/ou des espèces, un relevé de ces Instruments Financiers et/ou ces fonds, à moins qu'un tel relevé n'ait été fourni dans un autre relevé périodique antérieur. Les clients peuvent demander à la Banque de recevoir ces relevés sur une base plus régulière, auquel cas la Banque se réserve le droit de facturer des frais supplémentaires.

9.2 Intervention de tiers

Les clients autorisent la Banque à déposer des Instruments Financiers auprès de sous-dépositaires, faisant ou non partie du Groupe BNP Paribas, en ce compris des sous-dépositaires situés en-dehors de l'Union européenne.

La Banque agira avec toute la compétence, le soin et la diligence requis en ce qui concerne la sélection, la désignation et l'examen périodique des sous-dépositaires auxquels elle fait appel et tiendra compte de leur réputation et de leur expertise, ainsi que des exigences légales liées à la détention d'Instruments Financiers susceptibles d'avoir un impact sur les droits des clients.

La Banque ne déposera pas d'Instruments Financiers auprès de sous-dépositaires qui ne sont pas soumis à une réglementation et à une surveillance prudentielles effectives, à moins que la législation locale applicable aux Instruments Financiers concernés ne l'exige.

Les sous-dépositaires désignés par la Banque peuvent faire appel à d'autres sous-dépositaires, situés ou non dans le même pays. Par conséquent, les comptes sur lesquels les Instruments Financiers et les espèces sont ultimement détenus peuvent être soumis à la législation d'un pays autre qu'un État membre de l'Union européenne et les droits du client relatifs à ces Instruments Financiers et espèces

peuvent différer des droits d'un client ayant un compte en Belgique.

Les Instruments Financiers déposés auprès de ces sous-dépositaires sont soumis aux règles de fonctionnement de ces sous-dépositaires, aux conventions intervenues entre eux et la Banque ainsi qu'aux réglementations et à la législation applicables dans leur pays d'établissement. Cela peut avoir un impact sur les droits des clients.

Les clients reconnaissent et acceptent que les sous-dépositaires peuvent détenir des Instruments Financiers de clients déposés auprès d'eux par la Banque, sur des Comptes Omnibus.

La Banque ne peut être tenue responsable des éventuels préjudices causés au client du fait d'une action ou d'une omission d'un sous-dépositaire, sauf en cas de faute lourde ou de dol dans le chef de la Banque lors de la sélection initiale de ce sous-dépositaire. En cas de défaut ou d'insolvabilité d'un sous-dépositaire, le client pourrait ne pas récupérer l'intégralité de ses avoirs.

La Banque veille à ce que tout Instrument Financier déposé auprès d'un sous-dépositaire (sur un Compte Omnibus ou non) soit identifiable séparément des Instruments Financiers appartenant à la Banque ainsi que des Instruments Financiers appartenant au sous-dépositaire. Toutefois, lorsque les Instruments Financiers d'un client sont détenus par un sous-dépositaire établi en dehors de l'Union européenne, ce sous-dépositaire pourrait ne pas être en mesure, eu égard à la législation locale, d'identifier de manière individualisée les Instruments Financiers du client de ses propres avoirs ou des avoirs de la Banque. Dans un tel cas, les droits de propriété des clients pourraient ne pas être protégés, en particulier en cas d'insolvabilité du sous-dépositaire. Par conséquent, le client pourrait ne pas récupérer l'intégralité de ses avoirs.

Le client s'engage à transmettre à la Banque tous les documents requis, par les autorités publiques ou tout autre tiers, qui permettent la détention des Instruments Financiers. En cas de non-respect de cette obligation par le client, la Banque se réserve le droit de procéder à la vente des Instruments Financiers en question. Le client devra supporter tous les frais résultant de cette vente et la Banque ne sera pas tenue responsable des conséquences résultant de la détention ou de la vente de ces Instruments Financiers.

9.3 Fongibilité

Sauf s'il en a été autrement convenu par écrit, et pour autant que la nature des Instruments Financiers le permette, tous les Instruments Financiers détenus en compte par la Banque sont soumis au régime de fongibilité. Ce régime de fongibilité s'applique également à l'or déposé en compte auprès de la Banque.

Le client marque son accord pour que la Banque procède, le cas échéant, à la mise en compte de ces Instruments

Financiers auprès d'un établissement gérant un système de compensation ou de liquidation.

9.4 Retraits

Les Instruments Financiers déposés sur un compte-titres seront restitués au client par transfert vers un compte-titres ouvert auprès d'un autre établissement financier.

La Banque ne sera plus en charge de la gestion des Instruments Financiers d'un client dès leur transfert auprès d'un autre établissement financier.

9.5 Clôture d'un compte-titres

La Banque se réserve le droit de clôturer tout compte-titres trois mois après le retrait des derniers Instruments Financiers qui y étaient inscrits.

9.6 Gestion des Instruments Financiers

Sauf s'il en a été autrement convenu par écrit, et pour autant que la Banque ait été informée correctement et à temps des opérations sur titres (corporate actions) et, le cas échéant, pour autant qu'elle ait été créditée par son correspondant des montants nécessaires, la Banque procédera automatiquement aux opérations suivantes :

- l'encaissement des produits résultant de remboursements et de primes et le paiement de ceux-ci sur le compte à vue du client;
- l'encaissement des dividendes, intérêts ainsi que tout autre montant dû au client et le paiement de ceux-ci sur le compte à vue du client. Si un client retire des Instruments Financiers de son compte-titres au cours du mois précédant une date de paiement, ces Instruments Financiers seront livrés ex-coupon et le montant du coupon dû (c'est-à-dire, calculé au prorata de sa période de détention par le client) sera versé sur le compte à vue du client, après déduction des frais et impôts éventuels;
- la notification aux clients des opérations sur titres (*corporate actions*) qui requièrent une décision de leur part. En l'absence d'instruction du client endéans les délais prescrits, la Banque agira de la manière indiquée dans sa notification au client. Il incombe au client de vérifier s'il entre dans les conditions requises pour participer à l'opération sur titre dont il est informé. Une notification par la Banque d'une opération sur titre ne constitue pas et ne peut pas être interprétée par le client comme un Conseil en Investissement.

Tout remboursement du montant principal (ou tout autre montant similaire) relatif à des Instruments Financiers détenus en compte par la Banque sera versé au client dans la devise de l'Instrument Financier. Les dividendes, intérêts, primes et autres paiements similaires seront payés au client en euro.

La Banque ne peut être tenue responsable des éventuels préjudices causés au client du fait d'une action (ou d'une absence d'action) relative aux opérations sur titres (*corporate actions*), sauf en cas de faute lourde ou de dol dans le chef de la Banque.

Par ailleurs, même si la Banque peut, occasionnellement, informer les clients de l'existence de *class actions* ou d'autres actions collectives, de votes par procuration (*proxy voting*) ou d'opérations similaires, elle ne pourra être tenue responsable dans l'hypothèse où elle n'informe pas les clients de telles actions ou opérations. En tout état de cause, son intervention se limitera, le cas échéant, à en aviser les clients, sans fournir d'assistance pour l'accomplissement des formalités requises pour participer à ces actions ou opérations. La Banque ne procède pas à la vérification d'éventuelles oppositions sur Instruments Financiers qu'elle détient en compte.

9.7 Utilisation d'Instruments Financiers par la Banque

Moyennant l'accord écrit exprès du client et sous réserve des conditions spécifiques convenues entre le client et la Banque, la Banque peut utiliser les Instruments Financiers du client dans le cadre d'opérations de financement sur titres (c'est-à-dire les prêts ou emprunts de titres ou les prêts ou emprunts d'autres Instruments Financiers, les opérations de mise en pension ou de prise en pension de titres ou les opérations d'achat-vente (*buy-sell back*) ou de vente-rachat (*sell-buy back*) de titres) ou, d'une autre manière, pour son propre compte, pour le compte d'une autre personne ou d'un autre client de la Banque.

Lorsque les Instruments Financiers d'un client sont détenus sur un Compte Omnibus auprès d'un sous-dépositaire, la Banque ne conclura pas de conventions d'opérations de financement sur titres ni n'utilisera autrement ces Instruments Financiers pour son propre compte ou pour le compte d'autres clients, à moins d'avoir reçu l'accord écrit exprès de chaque client dont les Instruments Financiers sont détenus sur ce Compte Omnibus.

9.8 Sûreté

Conformément à l'article 31 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier, la Banque bénéficie d'un privilège (de même rang que celui des autres créanciers gagistes) sur les Instruments Financiers et sur les espèces :

- qui ont été remis à la Banque par un client en vue de constituer la couverture destinée à garantir l'exécution de transactions sur Instruments Financiers, la souscription d'Instruments Financiers ou des opérations à terme sur devises ;
- qu'elle détient à la suite de l'exécution de transactions sur Instruments Financiers ou d'opérations à terme sur

devises ou à la suite de la liquidation de transactions sur Instruments Financiers, de souscriptions d'Instruments Financiers ou d'opérations à terme sur devises qui sont conclues directement par ses clients.

Ce privilège garantit toute créance de la Banque envers un client née à l'occasion de ces transactions, y compris les créances nées de prêts ou d'avances.

En plus de ce privilège, la Banque peut bénéficier d'autres sûretés, privilèges et/ou droits de compensation. Des informations complémentaires sur ces autres sûretés, privilèges et/ou droits de compensation sont reprises dans les Conditions Bancaires et, le cas échéant, dans les contrats spécifiques conclus entre la Banque et le client.

Les sous-dépositaires désignés par la Banque peuvent également bénéficier de sûretés, privilèges et/ou droits de compensation portant sur les Instruments Financiers qu'ils détiennent en compte.

9.9 Nue-propiété et usufruit

Lorsqu'un compte-titres est ouvert avec stipulation de nue-propiété et d'usufruit, la Banque ouvre également un compte à vue « nue-propiété » ainsi qu'un compte à vue « usufruit » séparés.

La Banque crédite le compte « nue-propiété » du produit des remboursements, lots, primes, répartition de réserve ou de capital, des droits de souscription, attributions gratuites d'Instruments Financiers et du produit des ventes d'Instruments Financiers. La Banque débite le même compte du montant net des achats d'Instruments Financiers, des droits de souscription et des droits d'attribution gratuite d'Instruments Financiers, ainsi que des commissions de courtage et autres coûts et frais relatifs à ces transactions.

La Banque crédite le compte « usufruit » de tous les autres produits générés par les Instruments Financiers détenus sur le compte-titres, en ce compris tous les intérêts et dividendes. La Banque débite de ce même compte tous les autres montants dus à la Banque relatifs au compte-titres, en ce compris les droits de garde et frais de port.

Les nouveaux Instruments Financiers provenant de l'exercice de droits de souscription ou attribués dans le cadre d'une allocation gratuite d'Instruments Financiers seront déposés sur le compte-titres.

Lorsque des Instruments Financiers sont attribués gratuitement en représentation de bénéfices non mis en réserve, le nu-propiétaire et l'usufruitier doivent s'accorder sur le compte qui sera débité des frais relatifs à ces Instruments Financiers et sur le compte qui sera crédité du produit de la vente de ces Instruments Financiers. Le nu-propiétaire et l'usufruitier devront décider ensemble du traitement des Instruments Financiers émis en représentation de bénéfices non mis en réserve.

En cas de cessation de l'usufruit (notamment à la suite du décès de l'usufruitier), la Banque remettra au nu-propiétaire les Instruments Financiers détenus sur le compte-titres, avec les coupons non encore payables attachés.

Les ordres relatifs aux Instruments Financiers déposés sur le compte-titres et les ordres relatifs au compte « nue-propiété » requièrent l'accord du nu-propiétaire et de l'usufruitier. La même règle s'applique aux ordres relatifs à l'exercice de droits de souscription et à la vente ou l'achat de droits relatifs à l'attribution gratuite d'Instruments Financiers.

9.10 Instruments Financiers mis en gage

Sauf accord contraire et à l'exception des arrangements relatifs au paiement des sommes produites par des Instruments Financiers mis en gage, les Instruments Financiers mis en gage sont, *mutatis mutandis*, soumis à l'ensemble des dispositions du présent Article 9.

9.11 Bons de Caisse

9.11.1 Général

La Banque offre à ses clients la possibilité de souscrire à des Bons de Caisse.

Pour autant que la loi applicable et les statuts de l'émetteur des Bons de Caisse le permettent, le client a le choix entre des Bons de Caisse dématérialisés déposés sur un compte-titres ou des Bons de Caisse nominatifs.

9.11.2 Bons de caisse nominatifs

Les Bons de Caisse nominatifs requièrent que le client soit titulaire d'un compte-titres ainsi que d'un compte épargne ou d'un compte à vue ou d'un compte investisseur ou de tout autre compte approuvé par la Banque sur lequel la Banque peut verser les revenus des Bons de Caisse et rembourser le capital. La Banque est responsable de la tenue des registres des Bons de Caisse, de la délivrance des certificats d'inscription et de la gestion de ces inscriptions. Si une inscription est effectuée au nom de cotitulaires, les avis envoyés à l'un d'entre eux sont considérés comme valablement envoyés.

Les certificats d'inscription délivrés par la Banque à la suite d'une inscription nominative ne peuvent être négociés, cédés ou mis en gage. Les certificats d'inscription seront renvoyés à la Banque avant tout acte de disposition des Bons de Caisse, (le cas échéant) avec un mandat donnant pouvoir à un délégué de la Banque de signer, au nom du titulaire de l'inscription nominative, la mention de conversion ou de remboursement dans les registres des titres nominatifs. Si le titulaire d'un Bon de Caisse est dans l'impossibilité de transmettre, avant tout acte de disposition, le certificat d'inscription à la Banque, il signera une déclaration par laquelle il s'engage à indemniser la Banque de toutes les

conséquences dommageables qui pourraient résulter, pour elle, de la perte du certificat d'inscription.

9.11.3 Conversion de Bons de Caisse nominatifs en Bons de Caisse dématérialisés

À la demande d'un client, les Bons de Caisse nominatifs peuvent être convertis en Bons de Caisse dématérialisés. La demande de conversion doit être faite par écrit et être introduite au plus tard un mois avant une date d'échéance d'intérêt.

9.11.4 Paiement des intérêts et remboursement du capital

Le paiement des intérêts est soumis aux dispositions suivantes.

Pour autant que les statuts de l'émetteur des Bons de Caisse le permettent, la Banque peut payer les intérêts des titres à partir du 15ème jour précédant leur échéance, et en porter le revenu au crédit du compte du titulaire, avec comme date valeur le jour de l'échéance. Le titulaire d'un Bon de Caisse ne pourra cependant disposer de ce montant qu'à partir de l'échéance réelle des coupons.

Le remboursement du capital est soumis aux dispositions suivantes.

Si, à l'échéance, la Banque n'a pas reçu d'instructions du titulaire des Bons de Caisse quant au renouvellement ou au remboursement des Bons de Caisse, le montant du capital sera payé au titulaire sur son compte à vue.

9.12 Protection des Instruments Financiers et des dépôts

La Banque a pris diverses mesures afin d'assurer, dans la mesure du possible, que les Instruments Financiers et espèces qu'elle détient pour ses clients soient protégés. Ces mesures comprennent, notamment :

- la ségrégation des Instruments Financiers et avoirs de la Banque, de ceux de ses clients;
- des procédures techniques visant à assurer que les Instruments Financiers et avoirs détenus par la Banque soient déposés dans des endroits sûrs et sécurisés;
- une formation et un contrôle appropriés de son personnel;
- une vérification régulière de la concordance de ses registres et comptes avec les Instruments Financiers et les avoirs détenus pour le compte de clients.

En plus de ces mesures, la Banque est membre :

- du fonds de garantie pour les services financiers qui garantit, dans une certaine mesure, la protection des dépôts en espèces (en ce compris les Bons de Caisse) auprès de la Banque en cas de défaut de la Banque (tel que défini dans la loi applicable). Une description détaillée des conditions d'intervention du fonds de garantie et des autres règles applicables peut être obtenue sur le site <http://fondsdegarantie.belgium.be/fr> ; et
- du fonds de protection des dépôts et instruments financiers qui garantit, dans une certaine mesure, la protection des Instruments Financiers déposés auprès de la Banque en cas de défaut de la Banque (tel que défini dans la loi applicable). Une description détaillée des conditions d'intervention du fonds de protection et des autres règles applicables peut être obtenue sur le site http://www.protectionfund.be/fr/mod_contexte.html.

Un document d'information détaillé est également disponible dans toutes les agences de la Banque en Belgique et sur le site Internet de la Banque (www.bnpparibasfortis.be).

9.13 Exclusion de certains Instruments Financiers

La Banque se réserve le droit, pour toute raison, en ce compris pour des raisons internes, de ne pas assurer ou de cesser d'assurer la conservation de certains Instruments Financiers. Tel est le cas, notamment, dans les circonstances suivantes :

- la Banque, en application de la législation locale applicable, est tenue de déposer les Instruments Financiers dans un pays où elle n'a pas de correspondant ;
- le lieu de résidence et/ou la nationalité du client et/ou de l'émetteur ont pour effet de soumettre la conservation des Instruments Financiers à des contraintes, obligations ou interdictions additionnelles, en application de dispositions prescrites par une législation étrangère susceptible de présenter des effets extraterritoriaux ;
- le client ne satisfait pas aux conditions légalement requises ou fixées par l'émetteur pour détenir ces Instruments Financiers ;
- le tiers sous-dépositaire auquel la Banque fait appel refuse ces Instruments Financiers.

Si la Banque cesse d'assurer la conservation de certains Instruments Financiers, elle en informera le client par écrit, moyennant un préavis d'un mois à compter de la date d'envoi. Le cas échéant, la Banque informera le client si la Banque n'est plus en mesure de négocier lesdits Instruments Financiers sur un marché quelconque.

Au cours de cette période de préavis, le client aura la possibilité de liquider ses Instruments Financiers (pour autant qu'une négociation de ces instruments soit encore

possible) ou de les transférer auprès d'une autre institution financière.

À défaut d'un tel transfert à l'expiration de ce délai de préavis, la Banque se réserve le droit de procéder, aux frais du client, à la liquidation des titres, pour autant qu'une telle liquidation soit possible et d'en verser le produit sur le compte à vue du client. Si une telle liquidation n'est plus possible ou si le transfert est refusé par l'institution financière désignée par le client, le client accepte de renoncer auxdits Instruments Financiers au bénéfice de la Banque et de les faire radier de son compte- titres.

9.14 Retrait et destruction de titres au porteur frappés de déchéance

La Banque se réserve le droit de ne pas assurer ou de cesser d'assurer la conservation de titres au porteur frappés de déchéance en tant que titre au porteur, quel qu'en soit le motif (conversion légale en titres dématérialisés ou en titres nominatifs, dissolution de la société émettrice...). Dans cette situation, la Banque en avisera le client par lettre recommandée, moyennant un préavis d'un mois à compter de la date d'envoi. Au cours de cette période, le client aura la possibilité de reprendre ses titres. Si, à l'expiration de cette période, le client n'a pas effectué cette reprise, la Banque se réserve le droit de procéder à leur destruction.

10. FRAIS ET AVANTAGES (INCITATIONS OU, EN ANGLAIS, INDUCEMENTS)

En contrepartie des Services fournis par la Banque à ses clients, les clients acceptent de payer, sur demande, les commissions, frais et charges, conformément aux tarifs tels que communiqués par la Banque à ses clients. En plus de ces coûts, d'autres frais peuvent être dus par les clients directement à des tiers. La Banque fournira à ses clients, en temps voulu, les informations appropriées relatives aux coûts et frais connexes, conformément à la législation applicable. Ces informations comprendront des informations relatives aux Services, y compris le coût des conseils (le cas échéant), le coût des Instruments Financiers recommandés ou commercialisés au client, la manière dont le client est tenu de payer et les paiements de tiers. Ces informations sur les coûts seront agrégées. Une ventilation sera fournie au client sur demande. Sans préjudice du droit applicable et dans la mesure où cela est légalement permis, les clients professionnels et les contreparties éligibles consentent à ce que les obligations de la Banque en matière d'information détaillée sur les coûts et frais connexes soient appliquées de façon limitée.

Sauf indication contraire, les informations sur les coûts fournies aux clients avant la fourniture d'un Service consistent uniquement en une estimation et sont communiquées à

titre d'information. Les coûts à payer à la Banque sont ceux communiqués au client après la fourniture du Service concerné.

Sauf accord contraire, tous les coûts dus par un client à la Banque sont automatiquement débités du compte à vue du client.

Le client veillera à ce que ce compte dispose de fonds suffisants pour assurer le prélèvement de ces coûts.

En cas de modification des coûts par la Banque, le client peut, dans un délai de 60 jours à dater de la notification de la modification par la Banque, mettre un terme à sa relation avec la Banque.

Les clients reconnaissent que, dans certaines circonstances, lorsque la législation applicable le permet, la Banque peut payer ou percevoir des Avantages liés à la fourniture de Services.

11. RAPPORTS ET RELEVÉS

11.1 Généralités

À la réception par le client d'un rapport ou d'un relevé émis par la Banque, le client doit immédiatement informer la Banque des erreurs ou des informations incomplètes qu'il constaterait dans ce rapport ou relevé. Ces documents sont réputés approuvés par le client si aucune réclamation immédiate n'est formulée et, dans tous les cas, si une telle réclamation n'est pas effectuée dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date à laquelle ledit document a été envoyé.

11.2 Obligation d'information pour les Instruments Financiers à effet de levier et les transactions impliquant des passifs éventuels

Les clients de détail qui détiennent un compte-titres sur lequel sont inscrits des positions sur des Instruments Financiers à effet de levier ou des transactions impliquant des passifs éventuels seront informés par la Banque lorsque la valeur de chaque Instrument Financier à effet de levier ou la transaction impliquant des passifs éventuels a baissé de 10 % par rapport à sa valeur initiale, et pour chaque multiple de 10 % par la suite.

À cette fin, la Banque tiendra compte de la valeur moyenne pondérée des Instruments Financiers (soumis à l'obligation d'information prévue au présent paragraphe 11.2) lorsqu'un client de détail détient plusieurs Instruments Financiers identiques avec une valeur initiale différente (sauf s'il en a été convenu autrement par écrit avec le client).

12. INTERMÉDIAIRES ET AGENTS LIÉS

La Banque peut désigner des intermédiaires et/ou des Agents Liés pour la promotion et la fourniture de ses Services. La Banque ne désignera que les intermédiaires et/ou les Agents Liés qui sont dûment enregistrés et autorisés.

13. CONFLITS D'INTÉRÊTS

La Banque a identifié des situations potentielles de conflits d'intérêts qui peuvent survenir lorsqu'elle fournit des Services à ses clients. Ces conflits peuvent survenir entre les intérêts d'un client et les intérêts de la Banque (en ce compris ses dirigeants, employés, agents, etc.) ou les intérêts d'un autre client. La Banque a pris des mesures pour gérer de tels conflits d'intérêts.

Un résumé de la politique de gestion des conflits d'intérêts de la Banque est disponible sur le site Internet de la Banque (www.bnpparibasfortis.be).

14. COMMUNICATION

14.1 Langue de communication

Le client accepte que les communications avec la Banque se fassent dans l'une des langue(s) convenue(s) avec la Banque, telle(s) que reflétée(s) dans les fichiers de la Banque et/ou, le cas échéant, en anglais.

Le client accepte, en outre, de recevoir toute information pertinente de la Banque relative aux Services et/ou aux Instruments Financiers dans l'une des langue(s) convenue(s) entre la Banque et le client conformément au paragraphe ci-dessus (sauf si le client en a autrement notifié la Banque) et, si cette information n'est disponible qu'en anglais, en anglais.

14.2 Méthode de communication

14.2.1 Généralités

Sauf s'il en a été autrement convenu par écrit et sous réserve de l'Article 14.2.2, toutes les communications entre la Banque et les clients se feront conformément aux Conditions Bancaires.

14.2.2 Communication d'information par la Banque

Le client accepte que, sous réserve des stipulations ci-dessous, toute information que la Banque est tenue de communiquer

au client peut être communiquée par les moyens de communication que la Banque estime appropriés. Compte tenu de toutes les circonstances pertinentes et de toutes les exigences légales, réglementaires ou contractuelles, ces moyens de communication peuvent consister en: un courrier postal, un e-mail, des informations publiées sur le site Internet de la Banque (www.bnpparibasfortis.be), des communications électroniques (y compris les messages envoyés par le biais du canal de communication en ligne de la Banque ou par téléphonie vocale) ou des fax.

Lorsque la législation subordonne la fourniture d'informations par voie électronique (en ce compris par courrier électronique par le biais d'un site Internet), à la condition que la Banque se soit assurée de ce que le client a un accès régulier à Internet, un tel accès sera présumé si le client a communiqué à la Banque une adresse e-mail lui permettant de correspondre avec la Banque ou si le client dispose d'un accès aux plateformes bancaires en ligne de la Banque.

Lorsque la législation conditionne la communication d'une information spécifique sur un support durable autre que le papier au choix du client ou lorsque la législation conditionne cette communication par le biais d'un site Internet au consentement formel du client, la preuve de ce choix ou de ce consentement pourra être apportée par la Banque par quelque moyen que ce soit.

14.2.3 Communication d'ordres relatifs à la fourniture de Services d'Investissement

Les ordres doivent être communiqués à la Banque par écrit en utilisant les formulaires d'ordres standards de la Banque ou, sous réserve d'un accord préalable entre la Banque et le client, par téléphone, fax, e-mail ou en ligne, par le biais des applications bancaires Internet et mobiles de la Banque.

15. ENREGISTREMENTS

Sans préjudice des Conditions Bancaires, la Banque se réserve le droit d'enregistrer toutes les communications entre la Banque et ses clients.

Dans certaines circonstances décrites dans MiFID II, la Banque doit enregistrer les conversations téléphoniques entrantes et sortantes ou les communications électroniques avec les clients. C'est en particulier le cas pour les communications relatives aux Services d'Investissement suivants (qu'ils débouchent ou non sur une transaction): la réception et la transmission d'ordres relatifs à un ou plusieurs Instruments Financiers, l'exécution d'ordres pour le compte de clients et la négociation pour compte propre.

Les clients acceptent que ces enregistrements puissent être utilisés en tant que preuve par la Banque dans le cadre de tout différend ou autre procédure relatif à la prestation de Services ou à toute transaction envisagée ou exécutée avec

ou pour les clients de la Banque en vertu des présentes Conditions Générales des Services d'Investissement (en ce compris dans le cadre de toute enquête par une autorité compétente). Ces enregistrements sont la propriété exclusive de la Banque et sont des preuves de la demande ou de la communication.

Les clients acceptent et informeront immédiatement toute personne (agissant en toute qualité, tels que les mandataires, les représentants ou les personnes de contact du client) du fait que leurs conversations ou communications avec la Banque puissent être enregistrées. Lorsque cette personne communique avec la Banque, elle est réputée avoir accepté que ses conversations ou communications avec la Banque soient enregistrées par la Banque.

Sans préjudice de toute législation applicable en matière de protection des données, une copie de l'enregistrement de ces conversations et communications peut être demandée par les clients, durant une période de 5 ans ou 7 ans (si l'autorité compétente l'exige) à partir de la date à laquelle l'enregistrement est créé.

16. CONTACTS ET PLAINTES

Le client souhaitant obtenir des informations sur sa relation avec la Banque est invité à s'adresser à son agence habituelle ou au point de contact téléphonique accessible en formant le numéro +32 2 261 11 11.

Les plaintes peuvent être adressées gratuitement à la Banque par l'entremise de l'agence du client ou par le biais du service Easy Banking Phone ou du formulaire mis à disposition via Easy Banking Web ou sur le site Internet de la Banque .

En cas de désaccord sur la solution proposée par la Banque, le client peut saisir le Service Gestion des Plaintes de la Banque,

- soit par courrier à l'adresse suivante: BNP Paribas Fortis SA, Gestion des Plaintes, Montagne du Parc 3, B-1000 Bruxelles
- soit par téléphone au numéro +32 2 762 20 00
- soit par fax au numéro +32 2 228 72 00
- soit par e-mail à l'adresse électronique suivante: complaints.management@bnpparibasfortis.com
- soit au moyen du formulaire électronique disponible à l'adresse Internet suivante www.bnpparibasfortis.be > Suggestions, plaintes > formulaire de déclaration en ligne

Le client qui serait insatisfait de la solution proposée par ce service peut engager une procédure de règlement extra-judiciaire en saisissant l'autorité compétente suivante:

Ombudsfin – Ombudsman en conflits financiers

- soit par courrier à l'adresse suivante: North Gate II, Boulevard du Roi Albert II 8, bte 2, B-1000 Bruxelles
- soit par fax au numéro +32 2 545 77 79
- soit par e-mail à l'adresse électronique suivante: ombudsman@ombudsfin.be
- soit au moyen du formulaire électronique disponible à l'adresse Internet suivante www.ombudsfin.be > Introduire une plainte

Ce site Internet détaille les caractéristiques et conditions d'application de cette procédure de règlement extra-judiciaire de litiges, à laquelle la Banque participe du fait de son adhésion à Febelfin.

Le client ne renonce pas à son droit d'utiliser d'autres voies légales de recours en engageant une procédure de règlement extra-judiciaire visée ci-dessus.

17. MODIFICATIONS AUX CONDITIONS GÉNÉRALES DES SERVICES D'INVESTISSEMENT

Les modifications aux présentes Conditions Générales des Services d'Investissement et, sauf s'il en a été autrement convenu, les modifications aux contrats relatifs à la fourniture de Services d'Investissement, seront convenues entre la Banque et ses clients selon les modalités suivantes:

- les clients seront avisés des modifications envisagées;
- sauf si les dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement, ces modifications entreront en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de l'avis;
- dans l'hypothèse où un client ne marquerait pas son accord sur les modifications envisagées, le client peut, dans le même délai, mettre un terme à sa relation avec la Banque.

18. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

La relation entre la Banque et le client est régie par le droit belge. Tout litige qui pourrait survenir entre la Banque et un client dans le cadre de leur relation sera soumis au droit belge.

Hormis le cas où la loi désigne expressément les tribunaux compétents pour connaître de la demande, celle-ci peut, au choix du demandeur, être portée:

- devant le juge du domicile du défendeur ou d'un des défendeurs;
- devant le juge du lieu où les obligations en litige (ou l'une d'elles) sont nées, ou le juge du lieu où elles sont, ont été ou doivent être exécutées;
- devant le juge du lieu où l'huissier de justice a parlé à la personne du défendeur si celui-ci (ou si aucun des défendeurs) n'a de domicile en Belgique ou à l'étranger.

ANNEXE : GLOSSAIRE

Agent Lié : toute personne physique ou morale qui, sous la responsabilité entière et inconditionnelle de la Banque pour le compte de laquelle elle agit, fait la promotion de Services auprès de clients ou de clients potentiels, reçoit et transmet des instructions ou des ordres de clients concernant des Services d'Investissement ou des Instruments Financiers, place des Instruments Financiers ou fournit à des clients ou à des clients potentiels des conseils sur ces Instruments Financiers ou Services.

Avantages ou Incitations (en anglais, « inducement ») : les frais, commissions et autres avantages (en ce compris, notamment, les Avantages Non Monétaires Mineurs) payés à, ou perçus de tiers (y compris d'autres entités du Groupe BNP Paribas).

Avantages Non Monétaires Mineurs : des avantages non monétaires reçus par la Banque d'un tiers (autre que le client) qui sont susceptibles d'améliorer la qualité du Service fourni au client, et dont la grandeur et la nature sont telles qu'ils ne peuvent pas être considérés comme empêchant la Banque de respecter son devoir d'agir au mieux des intérêts du client. De tels Avantages Non Monétaires Mineurs comprennent généralement (i) de l'information ou de la documentation reçue par la Banque relative à un Instrument Financier ou à un Service d'Investissement, de nature générique ou personnalisée selon la situation d'un client, (ii) la participation à des conférences, séminaires et autres événements portant sur les avantages et les caractéristiques d'un instrument financier ou d'un service d'investissement donné et (iii) les frais de réception liés aux repas et boissons au cours de réunions ou conférences d'affaires, de séminaires ou d'autres événements de formation.

Banque : BNP Paribas Fortis SA, ayant son siège social sis Montagne du Parc 3, B-1000 Bruxelles, Belgique, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0403.199.702, autorisée par et sous la surveillance prudentielle de la Banque nationale de Belgique (Boulevard de Berlaimont 14, B-1000 Bruxelles, Belgique) et la Banque centrale européenne (Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) et sous le contrôle de la FSMA (en anglais, Financial Services Markets Authority; en français, Autorité des Services et Marchés financiers) en ce qui concerne, notamment, le respect des règles de conduite.

Bons de Caisse : bons de caisse à court terme, à moyen terme et à long terme.

Conditions Bancaires : la version de la plus récente des « Conditions Générales Bancaires » de la Banque.

Contrat de Conseil en Investissement : le contrat écrit entre la Banque et un client établissant les conditions spécifiques du Conseil en Investissement Continu fourni par la Banque au client.

Conseil en Investissement : la fourniture de recommandations personnalisées à des clients en ce qui concerne une ou plusieurs transactions portant sur des Instruments Financiers.

Conseil en Investissement Ponctuel : une recommandation d'investissement personnalisée et ponctuelle et fournie par la Banque à un client portant sur une transaction relative à un Instrument Financier.

Conseil en Investissement Continu : une série de recommandations personnalisées fournies par la Banque à un client en ce qui concerne le portefeuille d'investissement du client, sur la base de conditions spécifiques conclues entre la Banque et le client dans le cadre d'un Contrat de Conseil en Investissement.

Conseil en Investissement fourni sur une Base Indépendante : Conseil en Investissement (i) basé sur l'évaluation par la Banque d'un nombre suffisant d'Instruments Financiers disponibles sur le marché et qui sont suffisamment diversifiés en ce qui concerne leur type et leurs émetteurs ou distributeurs et qui ne sont pas limités aux Instruments Financiers émis ou distribués par la Banque elle-même ou des entités ayant des liens étroits avec la Banque ou d'autres entités avec laquelle la Banque a des relations juridiques ou économiques à ce point étroites qu'elles seraient susceptibles de nuire à l'indépendance du Conseil et (ii) pour lesquels aucun Avantage n'est accepté, en le conservant, à l'exception dans certaines circonstances, d'Avantages Non Monétaires Mineurs.

Compte Omnibus : un compte-titres au nom de la Banque maintenu auprès d'un sous-dépositaire tierce sur lequel les Instruments Financiers ne sont pas individualisés au nom de chaque client, mais sont détenus pour le compte de plusieurs clients.

Dépôt Structuré : un dépôt qui est intégralement remboursable à l'échéance, dans des conditions selon lesquelles tout intérêt ou prime sera payé ou présente un risque selon une formule faisant intervenir des facteurs tels que, notamment, (i) un indice ou une combinaison d'indices, (ii) un Instrument Financier ou une combinaison d'Instruments Financiers ou (iii) un taux de change ou une combinaison de taux de change.

Gestion de portefeuille: la gestion discrétionnaire et individualisée de portefeuille de clients, incluant un ou plusieurs Instruments Financiers, dans le cadre d'un mandat donné par le client.

Groupe BNP Paribas: BNP Paribas SA et ses filiales.

Instrument Financier: un instrument tel que défini à l'article 2, §1er, 1° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en ce compris (sans y être limité) les valeurs mobilières (par exemple des obligations ou les actions), les instruments du marché monétaire (par exemple des billets de trésorerie et certificats de dépôt), des parts dans des organismes de placement collectif et certains contrats dérivés (contrats d'options, futures, swaps, contrats à terme de taux d'intérêt, etc.).

LEI: identifiant d'entité juridique (en anglais, « legal entity identifier »).

MiFID II: la directive 2014/65/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE.

Services: les Services d'Investissement ainsi que les Services Auxiliaires.

Services Auxiliaires: tel que défini à l'Article 2.1 (ii) des présentes Conditions Générales des Services d'Investissement.

Services d'Exécution des Ordres: tel que défini à l'Article 7.1 des présentes Conditions Générales des Services d'Investissement.

Services d'Investissement: tel que défini à l'Article 2.1 (i) des présentes Conditions Générales des Services d'Investissement.

BNP PARIBAS FORTIS SA

Montagne du Parc 3, B-1000 Bruxelles
RPM Bruxelles - TVA BE 0403.199.702
Intermédiaire agréé sous le n° FSMA 25.879A

BNP Paribas Fortis SA est agréée en qualité d'établissement de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont, 14, 1000 Bruxelles.

E.R. : Emilie Jaqueroux
09-2017 | 036933559645 | F03388F



BNP PARIBAS

FORTIS

La banque
d'un monde
qui change